

IAA  
15 avenue de Cucillé  
CS 90 000  
35919 Rennes

Rennes, le 07/08/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/07/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ARMOR PROTEINES**

19 B LE PONT  
ST BRICE EN COGLES  
35460 Maen Roch

Références : -  
Code AIOT : 0053502544

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2026 dans l'établissement ARMOR PROTEINES implanté 19 B LE PONT ST BRICE EN COGLES 35460 Maen Roch. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient dans le cadre de la sécheresse 2026, l'établissement étant un très gros consommateur d'eau.

En parallèle une plainte a été reçue à la DDPP le 27/07/2026 concernant des nuisances olfactives générées par l'activité du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARMOR PROTEINES
- 19 B LE PONT ST BRICE EN COGLES 35460 Maen Roch
- Code AIOT : 0053502544
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ARMOR PROTÉINES, située 19 bis Le Pont sur la commune de MAEN ROCH (35460), est un établissement de transformation du lait qui réceptionne du lait frais ou concentré en vue de la production d'ingrédients fonctionnels et nutritionnels et de dérivés du lactosérum.

Elle est autorisée au titre de la rubrique principale IED 3642.3 (*traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux*) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, par l'arrêté préfectoral n°36731 du 30 juillet 2007 modifié.

#### Contexte de l'inspection :

- Plainte

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 5
- Eau de surface
- Odeur

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                     | Référence réglementaire                                | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Volume maximal autorisé               | Arrêté Préfectoral du 30/07/2007, article 4.1.1        | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 6 mois                |
| 6  | BREF FDM – consommation d'eau         | Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe.II.5  | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |
| 7  | BREF FDM – consommation d'eau         | Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe.II.5  | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |
| 9  | BREF FDM - plan de gestion des odeurs | Arrêté Ministériel du 27/03/2020, article Titre II.14. | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 3 mois                |
| 10 | Odeurs                                | Arrêté Préfectoral du 30/07/2007, article 3.1.3.       | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                        | Référence réglementaire                               | Autre information |
|----|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Données de prélèvement(R EGISTRE)                        | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15          | Sans objet        |
| 3  | Installations exemptées par l'AM                         | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3           | Sans objet        |
| 4  | Liste des documents à tenirÀ disposition de l'inspection | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4           | Sans objet        |
| 5  | Déclaration obligatoire enPériode de sécheresse          | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2           | Sans objet        |
| 8  | BREF FDM – consommation d'eau                            | Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe.II.9 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un dépassement des volumes annuels prélevables est constaté depuis 2015. Au regard des enjeux concernant les ressources en eaux, un projet d'arrêté prfectoral de mise en demeure va être proposé à la préfecture.

En lien avec la plainte reçue, aucune nuisance olfactive n'a été constatée le jour de la viste. Les mesures compensatoires mises en place au regard des dysfonctionnements identifiés du bassin MBBR semblent temporairement efficaces. Pour autant, il est attendu de l'exploitant la mise en place de solutions temporaires (gestion des odeurs) et durables (gestion du bassin MBBR) pour éviter que l'établissement ne soit à l'origine de nuisances.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Données de prélèvement(REGISTRE)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.<br>Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur.<br>Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>L'exploitant précise qu'il dispose d'une vingtaine de compteurs pour suivre l'évolution de la consommation générale du site et les consommations des différents ateliers. Il ajoute que jusqu'à cette année, les compteurs étaient relevés manuellement. Des investissements ont été réalisés et des travaux sont en cours pour pouvoir bénéficier d'un suivi et d'une analyse des données de consommation en temps réel. Ces données sont ensuite mises à dispositions dans les différents ateliers. Le produit de sortie a été visualisé lors de la visite.</p> <p>La mise en place de cet outil sera achevée avant fin 2026. Actuellement, les volumes consommés la veille sont comparés aux données des cibles en moyennes annuelles mais cela reste à affiner avec des cibles mesuelles ou autres.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**N° 2 : Volume maximal autorisé**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2007, article 4.1.1</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 326 000 m<sup>3</sup> par an dans le réseau public ;</li> <li>• 24 000 m<sup>3</sup> par an prélevés dans la Loisanse à hauteur de l'établissement, avec un prélèvement journalier limité à 66 m<sup>3</sup> par jour.</li> </ul> <p>L'eau prélevée dans la Loisanse n'est pas destinée à un usage d'eau potable.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les évolutions des consommations d'eau sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2014 : 315 342 m3 (lait réceptionné : 306 514 m3/an)</li> <li>- 2015 : 340 781 m3 (lait réceptionné : 299 939 m3/an)</li> <li>- 2016 : 347 975 m3 ((lait réceptionné : 319 568 m3/an)</li> <li>- 2017 : 344 240 m3 (lait réceptionné : 368 009 m3/an)</li> <li>- 2018 : 336 636 m3 (lait réceptionné : 377 129 m3/an)</li> <li>- 2019 : 357 798 m3 (lait réceptionné : 324 778 m3/an)</li> <li>- 2020 : 380 839 m3</li> <li>- 2021 : 483 745 m3</li> <li>- 2022 : 467 327 m3</li> <li>- 2023 : 470 000 m3</li> <li>- 2024 : 458 878 m3</li> <li>- 2025 : 459 089 m3</li> </ul> <p>Une forte augmentation est constatée entre 2019-2021.</p> <p>L'exploitant explique que l'année 2020 correspond à la fin des travaux de la nouvelle station d'épuration. L'instruction de ce projet s'est soldée en 2016 par l'arrêté préfectoral du 30 mars 2016 qui modifie les normes des rejets aqueux industriels de l'établissement, volume de rejet notamment sans modifier les volumes prélevables annuellement. L'exploitant ajoute que ces travaux permettent d'augmenter la capacité de traitement des eaux usées du site. Par la suite, les projets concernant la création de la caséinerie et l'extension des capacités de filtration ont été portés à la connaissance de la préfecture en 2019 et 2020 mais sans préciser, ni demander</p> |

l'augmentation des volumes prélevables. La réalisation de ces projets permet pourtant l'augmentation des capacités de traitement de l'établissement et donc des volumes consommés/prélevés. Ces modifications ont été entérinées par la préfecture mais sans modification des conditions d'exploitation.

L'exploitant précise qu'il disposait de l'accord du syndicat pour augmenter les volumes prélevés. En témoigne l'étude de 2019 du SIE Pays du coglais : Etude possibilités d'augmentation des besoins d'eau d'Armor Protéines - IND 2. Ce document est présent dans le dossier de demande d'autorisation environnementale concernant l'augmentation des capacités de réception et de transformation du site qui a été déposé en 2020. Le volet consommation d'eau de l'étude d'impact de ce dossier présente la disponibilité des ressources en eau. Ce dossier a été retiré par l'exploitant en 2024.

L'exploitant précise qu'il n'y a plus de prélèvement dans le cours d'eau de la Loisanse depuis de nombreuses années. Il a été constaté lors de la visite le démantèlement du seuil et le logement des pompes qui permettaient le prélèvement. Ces installations ne sont plus fonctionnelles.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit réduire ses volumes prélevés ou régulariser sa situation administrative.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Installations exemptées par l'AM**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

**Thème(s) :** Actions régionales, Installations exemptées par l'AM

**Prescription contrôlée :**

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;
- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;
- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                              |                                                                                                                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;</li> <li>- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;</li> <li>- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;</li> </ul> <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                              |                                                                                                                |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a l'intention de solliciter une demande d'exemption à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 sur la base des critères suivants :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;</li> </ul> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>En effet, l'exploitant précise qu'il reçoit sur site chaque jour un million de litres de lait frais dont la transformation ne peut être différée.</p> <p>Concernant la réutilisation de l'eau, l'exploitant précise que 90 m<sup>3</sup> d'eaux traitées sont réutilisées au niveau de la STEP. Il ajoute que 53 % de l'eau de process est produit en interne en lien avec la récupération et la réutilisation des eaux issues de la concentration des matières laitières.</p> <p>Une réponse de la préfète sera rédigée à l'attention de l'exploitant une fois sa demande d'exemption formalisée et reçue.</p> |                                                                              |                                                                                                                |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La demande d'exemption est à formaliser.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                              |                                                                                                                |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                              |                                                                                                                |
| <p><b>N° 4 :</b> Liste des documents à tenir à disposition de l'inspection</p> <table border="1"> <tr> <td><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4</td> </tr> <tr> <td><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Sobriété en sécheresse - Documents à tenir à disposition de l'inspection</td> </tr> </table>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4 | <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Sobriété en sécheresse - Documents à tenir à disposition de l'inspection |
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                              |                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Sobriété en sécheresse - Documents à tenir à disposition de l'inspection                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                              |                                                                                                                |

### **Prescription contrôlée :**

I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :

1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;

2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;

3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;

4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;

5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;

6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.

### **Constats :**

La synthèse des volumes hebdomadaires eau de ville consommés et des volumes rejetés (code masse d'eau associé) sur 2026 a été fournie.

Le calcul du volume de référence a été fourni (1261 m<sup>3</sup>/j). Il correspond aussi au volume d'eau moyen consommé.

Le processus *Plan de gestion sécheresse* mis à jour le 06/08/2026 a été fourni. Il précise les actions à mener en fonction des niveaux de restrictions et désigne les acteurs concernés. Les réunions mensuelles, hebdomadaires et quotidiennes sont également l'occasion de rappeler le contexte, présenter les objectifs et les données de consommations/rejets (extraits des présentations visualisés).

L'exploitant précise que le site réutilise de l'eau appelée «eau de process» équivalent à 53% de la consommation d'AEP. En effet, le site de St Brice est spécialisé dans la filtration membranaire : récupération eau issue du lait.

Les investissements réalisés sur le site depuis 2018 pour réduire les volumes consommés sont les suivants :

- Osmoses inverses pour la concentration du lait mises en place depuis 2021 (économie de 86400 m<sup>3</sup>/an à iso périmètre) ;

- Remplacement de garnitures humides par des garnitures sèches sur les UF (ultrafiltrations) en 2024 ;

|                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Actions de sobriété ;</li> <li>- Autres évolutions du site vers des équipements moins consommateurs d'eau.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                   |

**N° 5 : Déclaration obligatoire en Période de sécheresse**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations visées par cette prescription sont les suivantes : ICPE A ou E prélevant plus de 10 000 m<sup>3</sup> d'eau / an, hormis les installations exemptées par l'article 3 de l'AM du 30 juin 2023.</p> <p>Dans l'attente de la formalisation de la demande d'exemption et du positionnement préfectoral sur cette dernière, l'exploitant a procédé en 2025 à la création du cadre GIDAF qui permet la déclaration hebdomadaire des volumes prélevés. Le milieu de prélèvement qui est renseigné est "eaux superficielles". Or les volumes prélevés le sont dans le réseau AEP. Le cadre GIDAF est donc à modifier.</p> <p>Ces déclarations sont exigées en cas de passage en seuils d'alerte renforcée ou de crise sur le secteur AEP concerné. Actuellement, le secteur AEP associé à l'établissement est en alerte.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit modifier le cadre de GIDAF associé à la déclaration des volumes hebdomadaires prélevés.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 6 : BREF FDM – consommation d'eau**

|                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe.II.5                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, BREF FDM – consommation d'eau                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME)</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| présentant toutes les caractéristiques suivantes: I. - Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement y compris la direction, en ce qui concerne la mise en oeuvre d'un SME efficace; II. - Analyse incluant notamment la détermination du contexte de l'organisation, le recensement des besoins et des attentes des parties intéressées, l'identification des caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement ou la santé humaine, ainsi que des exigences légales applicables en matière d'environnement; III. - Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation; IV. - Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables; V. - Planification et mise en oeuvre des procédures et actions nécessaires (y compris les actions correctives et, si nécessaire, préventives) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux; |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant précise que le sujet des consommations d'eau est traité à tous les niveaux de direction (site de Maen-Roch et filiale ARMOR PROTEINES). En témoigne la présence du directeur général de la filiale et du directeur du site le jour de la visite.<br>La revue de direction a été demandée.<br>Le plan de gestion de l'eau a été demandé.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>La revue de direction et le plan de gestion de l'eau sont à fournir.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

#### N° 7 : BREF FDM – consommation d'eau

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe.II.5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, BREF FDM – consommation d'eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>XVII. - Audit interne indépendant (dans la mesure du possible) et audit externe indépendant pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en oeuvre et tenu à jour; XVIII. - Evaluation des causes de non-conformité, mise en oeuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels; XIX. - Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité; |
| <b>Constats :</b><br><br>A la demande de l'inspection, l'exploitant précise que les audits (a minima annuels) concernant la gestion de l'eau ne sont pas encore mis en place sur le site.<br>L'exploitant ajoute qu'il est dans une démarche de certification ISO50001 pour 2027 rendue obligatoire en lien avec le code de l'énergie qui impose la certification au-delà d'une certaine                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| conso énergétique (20 GW/an).                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                               |
| L'exploitant doit mettre en place des audits indépendants pour évaluer les performances environnementales notamment en terme de prélèvements et consommations d'eau et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en oeuvre et tenu à jour. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 8 : BREF FDM – consommation d'eau**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe.II.9                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, BREF FDM – consommation d'eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 9. Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux L'exploitant applique la technique a et une ou plusieurs des techniques indiquées aux points b à k.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p>Le détail de la mise en oeuvre des techniques permettant de réduire les volumes consommés et les volumes rejetés est précisé dans le dossier de réexamen IED de décembre 2024.</p> <p>Concernant le recyclage ou la réutilisation de l'eau, l'établissement procède :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à la récupération de l'eau issue de la concentration des matières laitières par osmose inverse. Cette eau est utilisée sur certaines phases du process et des lavages.</li> <li>- à la récupération des eau de refroidissement de certaines garnitures de pompes.</li> </ul> <p>Concernant l'utilisation de dispositifs de régulation et l'optimisation des NEP, l'exploitant optimise les consommations d'eau sur les systèmes de nettoyage en place (NEP) par la temporisation, l'utilisation de conductimètres, turbidimètres ou de pHmètres.</p> <p>Concernant l'utilisation des buses, sur les NEP, elles sont positionnées et réglées de façon optimale. Sur les tanks, les rampes sont adaptées à la configuration du stockage.</p> <p>Concernant la séparation des effluents qui ne nécessitent pas de traitement, il est précisé que les réseaux des eaux usées et des eaux pluviales sont séparatifs et qu'un dispositif de contrôle et de tri des eaux pluviales avant rejet en cours d'eau est présent pour orienter vers le traitement les eaux pluviales qui le nécessite.</p> <p>Concernant le nettoyage à l'air, il est précisé que les installations d'ensachage, mélange de poudres et préparation des commandes sont nettoyées à sec.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 9 : BREF FDM - plan de gestion des odeurs**

|                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2020, article Titre II.14. |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des odeurs                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                         |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, l'exploitant établit, met en oeuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un protocole précisant les actions et le calendrier; - un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs;</li> <li>- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple);</li> <li>- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en oeuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.</li> </ul> <p>Les dispositions ci-dessus ne sont applicables que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.</p>                                                                                                                            |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Dans son dossier de réexamen IED de décembre 2024 , l'exploitant précise : "Les odeurs ne sont pas un véritable problème sur le site. Elles sont néanmoins prises en compte dans secteurs à risques : silo à boues couvert avec traitement d'odeurs.</p> <p>Le seul secteur sensible aux nuisances olfactives pourrait être la station d'épuration.</p> <p>Le principale mesure contre les nuisances olfactives est la bonne gestion de la station d'épuration.</p> <p>Les précautions suivantes ont été prises pour la nouvelle station d'épuration :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- brassage du bassin tampon afin d'assurer l'homogénéisation des effluents ;</li> <li>- aération par insufflation d'air par le fond, sans aérateur de surface : évite la formation d'aérosols au dessus du bassin d'aération, avec emports possibles vers l'extérieur ;</li> <li>- couverture du silo de stockage des boues avec désodorisation de l'air.</li> </ul> <p>Si malgré ces mesures des nuisances étaient constatées, un plan de gestion serait mis en place."</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en place de plan de gestion des odeurs.</p> <p>Au regard des nuisances olfactives générées par la station d'épuration du site, ce dernier est attendu.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place un plan de gestion des odeurs.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

#### N° 10 : Odeurs

|                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2007, article 3.1.3.</p>                                                                                                                                                        |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs</p>                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p> |

A l'exception des procédés de traitement anaérobies, les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

#### **Constats :**

L'inspection a été destinataire d'une plainte concernant les nuisances olfactives du site en date du 23 juillet 2026.

L'exploitant précise qu'il s'est rendu chez les plaignants et qu'il a constaté les nuisances. Des échanges de courriel ont été fournis. Les sources potentielles d'odeurs sur la STEP ont été identifiées :

- Le silo à boues est bâché et dispose d'un piège à charbon. L'exploitant précise que le silo est tout le temps fermé sauf pour la maintenance des agitateurs. Les charbons actifs n'ont pas encore été changés parce qu'ils sont toujours efficaces. Lors de la visite, à la demande de l'inspection les extracteurs d'air du silo à boues ont été mis en route. Des odeurs légères de boues ont été constatées au niveau de la sortie mais aucune nuisance olfactive.

- le bassin d'arrivée des effluents (bassin tampon avec lavage acide et soude). Lorsque le niveau du bassin est haut, des odeurs d'effluents non-traités peuvent être emportées par les vents portants jusqu'aux habitations.

- le bassin MBBR : réacteur biologique membranaire qui abat l'azote et la DCO. Ce bassin est oxygéné 24h sur 24. Il présente actuellement des dysfonctionnements. Il a été identifié par l'exploitant comme potentiellement odorant.

En lien avec ce constat, l'exploitant a mis en place plusieurs actions :

- il a consulté le fabricant de la station en lien avec le fait que le media filtrant est plombé au fond du bassin (à cause de la minéralisation). Ce qui crée des conditions d'anoxie au fond du bassin et donc potentiellement des odeurs. Il fonctionne encore mais pas de façon optimale. Ce mauvais fonctionnement peut également être à l'origine d'odeurs.

Les traitements proposés par le fabricant dans son étude fournie sont les suivants :

- traitement de décalcification in situ (mais sans garantie de résultat en lien avec une dégradation potentielle des bactéries de traitement présentes sur les médias)
- Extraction des médias plombés et remplacement à l'identique (coût : 135 000 €), sans garantie sur la durée de bon fonctionnement des nouveaux médias (5 ans ou moins)
- utiliser le bassin MBBR en bassin d'aération en créant une circulation de boue pour abattre une partie de la DCO sans certitude sur l'atteinte des objectifs de traitement globaux de la STEP.

L'exploitant a également sollicité un expert en épuration pour avoir son avis sur le sujet quant à son expertise sur les bassins MBBR (les échanges de courriel ont été fournis).

Dans l'attente l'exploitant a réalisé un nouvel ensemencement qui a permis de limiter les odeurs pendant quelques semaines. Un nouvel ensemencement est prévu à très court terme et a été relancé pour lutter de nouveau contre les nuisances. Il est attendu de l'exploitant qu'il se positionne sur une solution durable quant à la gestion de ces dysfonctionnements.

Dans l'attente, l'exploitant est également en cours d'une recherche de solution temporaire à court terme de brumisation pour abattre les odeurs potentiellement générées par les bassins (des échanges de courriel avec des entreprises spécialisées ont été fournis).

En lien avec les fortes nuisances constatées fin juin 2026, l'exploitant explique qu'il y a eu des dysfonctionnements au moment de la canicule de juin (arrêt des compresseurs = perte de l'oxygénation). Cela a pu créer des zones d'anoxie génératrices d'odeurs.

A la demande de l'inspection l'exploitant précise qu'il n'a pas identifié la formation de gaz type NH<sub>3</sub>, H<sub>2</sub>S. Lors de la visite, l'inspection disposait d'un détecteur multigaz. Au droit des différents

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| bassins, aucun gaz type NH3 ou H2S n'a été mesuré au moment de la visite (vers 13h). Aucune odeur nauséabonde n'émanait des bassins (entrée des effluent et MBBR) au moment de la visite.                                                                                                      |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                          |